



Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice social clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
18, Avenue Augustin Dupré
42000 SAINT ETIENNE

A l'Assemblée Générale de l'Association MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 12 avril 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association constitue des fonds dédiés, tels que décrits dans la note « Fonds dédiés et reportés ».

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration du 19 février 2025.

VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ❑ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ☐ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne, le 21 mars 2025

ECOMEX

Société de Commissaire aux Comptes
représentée par



Corinne LAGOA

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires
aux comptes

Les comptes annuels se caractérisent par :

<input type="checkbox"/> Total du bilan	4 799 984 €
<input type="checkbox"/> Total des produits.....	3 632 486 €
<input type="checkbox"/> Total des charges.....	3 196 965 €
<input type="checkbox"/> Excédent de l'exercice	435 521 €

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 607	1 607		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	152 148	151 518	630	7 880
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts	53 394		53 394	55 267
Autres immobilisations financières	7 836		7 836	8 016
TOTAL I	215 001	153 125	61 876	71 179
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 127		6 127	24 933
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	513 087		513 087	244 028
Valeurs mobilières de placement	2 526 393		2 526 393	987 636
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 674 083		1 674 083	3 109 825
Charges constatées d'avance	18 419		18 419	21 909
TOTAL III	4 738 108		4 738 108	4 388 331
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 953 109	153 125	4 799 984	4 459 510

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	100	100
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	1 073 495	837 495
Report à nouveau	1 762 523	1 167 242
Excédent ou déficit de l'exercice	435 521	831 281
Situation nette	3 271 638	2 836 118
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 271 638	2 836 118
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	561 248	528 472
TOTAL III	561 248	528 472
PROVISIONS		
Provisions pour risques	216 331	230 081
Provisions pour charges	83 857	83 857
TOTAL IV	300 188	313 938
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 789	217 445
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	576 146	544 184
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	11 974	19 353
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	666 910	780 983
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 799 984	4 459 510

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	44 477	40 505
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 081 570	3 157 256
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	13 266	15 465
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	141 514	168 265
Utilisations des fonds dédiés	303 883	643 416
Autres produits	9	18
TOTAL I	3 584 719	4 024 925
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	543 359	500 119
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	140 125	152 647
Salaires et traitements	1 589 599	1 590 779
Charges sociales	573 587	641 945
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 250	19 487
Dotations aux provisions		46 000
Reports en fonds dédiés	336 659	299 656
Autres charges	4	9
TOTAL II	3 190 583	3 250 642
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	394 136	774 284
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	24 333	11 756
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	24 333	11 756
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	5	8
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	5	8
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	24 328	11 748
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	418 464	786 031

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	9 684	4 464
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	13 750	106 638
TOTAL V	23 434	111 101
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	4 127	63 883
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	4 127	63 883
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	19 307	47 218
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	2 250	1 969
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 632 486	4 147 782
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 196 965	3 316 502
EXCEDENT OU DEFICIT	435 521	831 281
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	183 260	140 995
Bénévolat		
TOTAL	183 260	140 995
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	183 260	140 995
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	183 260	140 995

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 4 799 984 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 435 521 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

La mission Locale se donne pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner soit directement, soit par l'intermédiaire tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, en réponse aux besoins qu'ils expriment.

Elle a vocation à aider ces jeunes à construire un itinéraire d'insertion sociale professionnelle et à assurer le suivi de son application. A cet effet, elle est le relais entre le jeune et les organismes compétents, notamment en matière de formation, d'insertion professionnelle et d'emploi.

La Mission Locale, sans se substituer à quiconque, se donne pour le but d'être un outil d'animation et de proposition entre les différents partenaires (élus locaux, administrations, agents économiques, associations) concernés par l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Elle contribue à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs agissant sur l'ensemble des problèmes de vie quotidienne des jeunes, problèmes qui pourraient faire obstacle à leur insertion sociale et professionnelle mais qui, grâce à une approche globale, permettent de rechercher les solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisir, etc.

Elle réunit régulièrement l'ensemble des institutions et personnes physiques et morales qui contribuent à l'accueil, à l'information et à l'orientation des jeunes du territoire.

Par ailleurs, et dans le cadre de sa mission de service public au sein du SPRO (Service Public de l'OrientatIon Régional) ou tout autre service développé à l'avenir, la Mission Locale pourra accueillir tout public de son territoire.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Son siège social est fixé à la MDEF Maison de l'Emploi et de la Formation Loire Sud ou 18, Avenue Augustin Dupré 42000 Saint-Etienne

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 4 799 984 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 435 521 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

AUDIT

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 2 à 5 ans, |
| • Mobilier | 2 à 10 ans, |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

La provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice 2023 à hauteur de 230 081 euros.

Celle-ci a fait l'objet d'une reprise de 13 750€ après gain de cause suite à l'affaire du harcèlement.

La provision l'élevant ainsi à 216 331€ à la clôture des comptes 2024.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 1%.

L'IFC est estimé à 184 257€ au 31/12/2024.

* Les engagements fin de carrière sont en partie couverts par un placement chez MUTAVIE à hauteur de 136 270 au 31/12/2024.

* Une provision retraite est également constituée à hauteur de 83 857€.

Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux par la Ville de St-Etienne. La convention de mise à disposition prévoit une valorisation annuelle de 183 260€.

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du commissaires aux comptes pour l'exercice 2024 s'élèvent à 9 180€.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au titre de subvention municipale finançant le permis de conduire s'élèvent à la clôture de l'exercice à 6 458€.

Les fonds dédiés au titre de la subvention de l'Etat pour le financement du contrat d'engagement jeune s'élèvent à 336 659€.

Concernant la subvention exceptionnelle Garantie Jeune d'un montant de 218 131€, elle n'a pas été utilisée sur l'exercice et n'a fait l'objet d'aucune reprise.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 607		
TOTAL	1 607		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	153 233		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	153 233		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	15		
Prêts et autres immobilisations financières	63 283		
TOTAL	63 299		
TOTAL GENERAL	218 138		
CADRE B	Diminutions	Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 607	
TOTAL		1 607	
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	1 085	152 148	
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 085	152 148	
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			15
Prêts et autres immobilisations financières	2 053		61 230
TOTAL	2 053		61 246
TOTAL GENERAL	2 053	1 085	215 001

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 607			1 607
TOTAL	1 607			1 607
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	145 353	7 250	1 085	151 518
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	145 353	7 250	1 085	151 518
TOTAL GENERAL	146 960	7 250	1 085	153 125

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							

	DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE	
--	-------------------------	--	------------------------	--	---------------------------	--

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

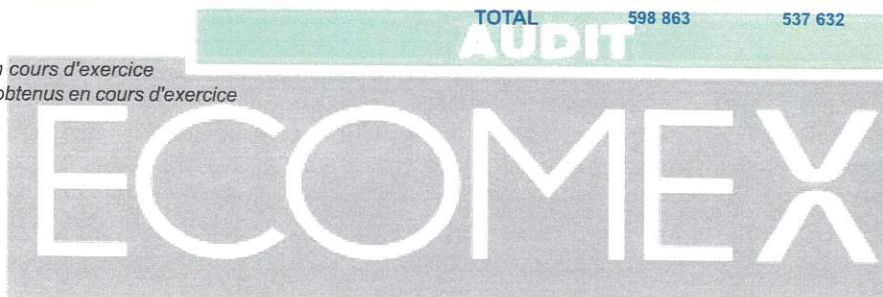
Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	53 394		53 394
Autres immobilisations financières	7 836		7 836
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	6 127	6 127	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	180	180	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	476 728	476 728	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	36 178	36 178	
Charges constatées d'avance	18 419	18 419	
TOTAL	598 863	537 632	61 230

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire



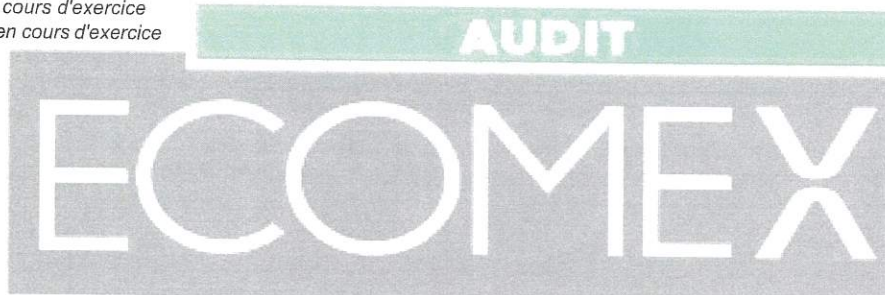
Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	78 789	78 789		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	337 547	337 547		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	205 557	205 557		
Impôts sur les bénéfices	2 250	2 250		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	30 792	30 792		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	11 974	11 974		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	666 910	666 910		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire



Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	100				100
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	837 495	236 000			1 073 495
Report à nouveau	1 167 242	595 281			1 762 523
Excédent ou déficit de l'exercice	831 281	-831 281	435 521		435 521
Situation nette	2 836 118		435 521		3 271 638
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 836 118		435 521		3 271 638

Commentaire



Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Permis de conduire	10 685		4 227			6 458	
Précarité menstruelle	2 813		2 813				
Contrat engagement jeune	296 843	336 659	296 843			336 659	
Dotation exceptionnelle GJ	218 131					218 131	
TOTAL	528 472	336 659	303 883			561 248	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres	230 081			13 850	216 331
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires	83 857				83 857
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	313 938			13 850	300 188
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	313 938			13 850	300 188
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	
	31/12/2024	31/12/2023
	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
	TOTAL	
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
Locaux	183 260	140 995
	TOTAL	183 260
862 - Prestation		
	TOTAL	
864 - Personnel bénévole		
	TOTAL	
	TOTAL GENERAL	183 260
		140 995
	Répartition par nature de ressources	
	31/12/2024	31/12/2023
	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
	TOTAL	
871 - Prestation en nature		
Locaux	183 260	140 995
	TOTAL	183 260
875 - Bénévolat		
	TOTAL	
	TOTAL GENERAL	183 260
		140 995

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 984	181 193
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	465 969	431 371
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	486 953	612 564

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 742	3 713
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	8 835	3 663
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	12 577	7 376

Commentaire

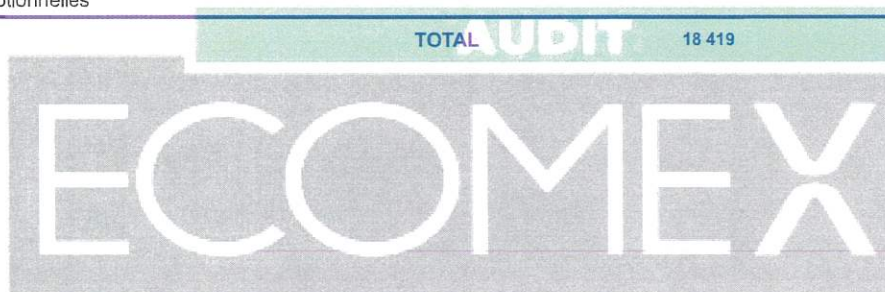
Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	18 419	21 909
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		18 419	21 909

Commentaire



Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
18, Avenue Augustin Dupré
42000 SAINT ETIENNE

**A l'Assemblée Générale de l'Association MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA
COURONNE STEPHANOISE,**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Personne Morale	Personnes concernées	Date	Nature et Objet de la Convention	Montant accordé à l'Association
VILLE DE SAINT-ETIENNE	✓ Nadia SEMACHE	31/05/2024	Subvention de fonctionnement	96 000 euros
	✓ Thierry NITCHEU	30/06/2024	Olympiades de l'intérêt	1 000 euros
	✓ Frédéric DURAND			
	✓ Pierrick COURBON	26/11/2024	Plan Local Jeunes	2 300 euros
	✓ Cyrine MAKHLOUF			
	✓ Abdelouahd BAKLI		TOTAL VILLE DE SAINT-ETIENNE	99 300 euros
ETAT SERVICES DE L'ETAT	✓ DDETS Direction 42 Laurent BADOU	01/01/2024	ETAT : CPO – Fonctionnement	748 500 euros
	✓ PJJ Mr BARTHELEMY	01/01/2024	ETAT : CPO - Obligation de formation	85 050 euros
	✓ France travail Mme DE CARRIERE	01/01/2024	ETAT : CPO - CEJ	1 327 100 euros
	✓ DRJSCS Auvergne Rhône Alpes Mme DEGUILHEM	11/06/2024	DDETS / Parrainage	1 830 euros
	✓ Préfecture de la Loire	19/06/2024	France Travail / Accord cadre national PPAAE	221 921,51 euros
	Thomas MICHAUD	19/06/2024	France Travail / Avenir Pro	11 682,89 euros
			TOTAL SERVICES DE L'ETAT	2 396 084,40 euros

REGION	Laurence BUSSIERE	31/07/2024	REGION : CPO-Fonctionnement	392 940 euros
		31/07/2024	Missions Locales Objectifs 2024 (total toutes les ML 306 328 €)	98 143 euros
			TOTAL REGION	491 083 euros
COMMUNE DE VILLARS	Brigitte PALLE	28/02/2024	VILLARS	7 910 euros
COMMUNE DE ST JEAN BONNEFONDS	Thierry CHALANCON	28/02/2024	ST JEAN BONNEFONDS	6 680 euros
COMMUNE DE ST PRIEST EN JAREZ	Claude BRUNEAU	28/02/2024	ST PRIEST EN JAREZ	6 263 euros
TOTAL				3 007 320,40 euros

Fait à Saint Etienne, le 21 mars 2025

ECOMEX

Société de Commissaire aux Comptes
Représentée par

Corinne LAGOA

Inscrite sur la liste nationale des
Commissaires aux comptes